

Les journées sanglantes de juin 1848

Dialectique des luttes : de la fraternité de février à la fusillade de juin.

« Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. », Marx, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte “

Le mouvement réel s'exprime de lui-même, le mouvement se cueille et se transmet par l'analyse humble et anti-idéologique du moment dont on veut parler. Les luttes du passé sont donc des moments que l'on ne doit pas transformer subjectivement, le mouvement objectif de l'événement est là, car la vérité ne sort pas du cerveau pensant mais est bien une réalité objective historique, qui se collecte et se transmet. Ce qui se transmet, c'est la méthode et le point où ces luttes ont buté. La passerelle entre les échecs et les resurgissements passe par la critique de ce qu'on transmet, afin de ne jamais sombrer dans le subjectivisme. Cueillir n'est pas contempler, le concret n'apparaît pas directement à nous, il apparaît

à travers des représentations chaotique et c'est à la critique communiste d'y dialectiser les déterminations et les médiations afin de reconstruire le concret dans sa totalité comprise, c'est un travail qui est lui même un moment du mouvement qu'il cherche à comprendre.

L'analyse détaillée d'un épisode historique ne doit pas être vue comme un moment à décortiquer de manière universitaire pour ensuite ranger ces nouvelles connaissances dans un coin de notre tête et les ressortir de temps en temps pour se pavaner narcissiquement lors d'un dîner galant. Analyser un passage d'histoire, une lutte passée, doit témoigner d'un désir générique à se changer soi-même en se nourrissant de cet héritage qui est un passage de l'histoire de la conscience de l'homme qui, à un moment donné, a révolutionnairement surgit dans l'histoire, pour témoigner de ce désir brûlant de se tenir debout. C'est donc en homme debout que l'histoire doit être travaillée et analysée, l'histoire de l'homme c'est l'histoire de soi-même et de son devenir générique anti-servile qui nous dit chaque jour que nous ne pouvons vivre allongés passivement à regarder l'histoire se dérouler devant nous.

C'est donc en tant qu'homme debout que nous allons tenter de relier ce qui a été délié, les journées sanglantes de juin 1848 ont longuement été discutées par Marx et Engels dans « Lutttes des classes en France », c'est avec humilité et transmission que nous tâcherons ici de vous partager, sans le transformer, l'histoire de cette Lutte, où le prolétariat s'est fait écraser par les forces capitalistes de l'époque.

Temps I. Quel capital, quel prolétariat ?

Tout s'accélère en Europe après la Révolution bourgeoise de 1789, le capital est en domination formelle surtout en Angleterre. La France est plus lente mais son industrie se construit et la classe prolétarienne naît. Cependant la France de 1847 n'est pas un pays industriel. Elle compte environ 35 millions d'habitants dont les trois quarts vivent de la terre, la féodalité comme mode de production est morte mais l'habitus de la rente foncière est encore majoritairement présent sur toutes les terres paysannes de France. L'industrie mécanisée est encore une exception localisée (textile du Nord, métallurgie du Creusot), Paris, foyer de l'insurrection

future de 1848, est une ville d'ateliers, non d'usines. Les 400 000 ouvriers parisiens sont pour l'essentiel des compagnons et des artisans, des tailleurs, menuisiers, cordonniers, typographes, bronziers, travaillant à cinq ou dix dans des boutiques, avec un savoir-faire, une hiérarchie de métier, une tradition corporative. Le contexte est alors posé, c'est la domination formelle : le capital s'empare d'un procès de travail qu'il n'a pas encore transformé. L'ouvrier reste maître de son geste. Ce prolétariat-là peut concevoir de reprendre l'atelier à son compte, d'associer les producteurs, de supprimer le patron sans supprimer le métier. On parlera donc à ce moment-là d'associationnisme, de mutualisme, de « droit au travail » qui ne sont pas des erreurs idéologiques quand elles sont situées, ce sont les formes adéquates de ce degré de subsumption.

Quant à la classe qui gouverne, Marx en donne la définition la plus exacte : sous Louis-Philippe ce n'est pas la bourgeoisie industrielle qui règne, mais une fraction, l'aristocratie financière et de banquiers, rois de la Bourse, magnats des chemins de fer, propriétaires de mines et de forêts. D'où la formule des Luites de classes en France : « La monarchie de Juillet n'était qu'une société par actions pour

l'exploitation de la richesse nationale française. » Le régime censitaire donne le droit de vote à 240 000 hommes sur 35 millions. La bourgeoisie industrielle, exclue du pouvoir politique par la finance, réclame l'élargissement du cens : c'est la campagne des Banquets de 1847 mené entre autres par Odilon Barrot, une contestation politique prenant la forme d'environ 70 réunions organisées dans toute la France entre 1847 et 1848 afin de s'opposer au gouvernement de Guizot. La révolution commence donc comme une querelle à l'intérieur de la classe dominante.

Temps II. La crise

Deux événements économiques précèdent tout. La mauvaise récolte de blé de 1846 frappe la France entière, contrairement aux crises précédentes qui restaient régionales, cette généralisation supprime la possibilité de compensation d'une province par l'autre. Les inondations de la Loire et de la Nièvre en octobre 1846 aggravent encore le manque. le mildiou de la pomme de terre et la mauvaise récolte de blé font donc monter le prix du pain, les moyennes annuelles de l'hectolitre de blé : 19,75 francs en 1845, 24,05 francs en 1846, avec des pointes bien

supérieures en valeur mensuelle et régionale : 38 francs au plus fort de la crise frumentaire, soit le double du prix de mai 1845, 33,75 francs de moyenne à Strasbourg début 1847, mangeant le pouvoir d'achat ouvrier et le marché intérieur de l'industrie, donc l'effondrement du marché intérieur pour tout le reste. La crise agraire devient crise industrielle comme cela. La réaction démographique est mesurable car en 1846, 16 000 naissances de moins, 28 000 décès de plus, 15 000 mariages de moins qu'en 1845, le scénario se reproduit et s'aggrave en 1847.

En cette période dans une famille ouvrière le pain absorbait la moitié à deux tiers du budget familiale, doubler le prix du pain n'est donc pas un appauvrissement graduel, c'est la suppression pure et simple de tout ce qui n'est pas la subsistance

Ces conditions économiques font donc monter les tensions chez le prolétariat en devenir. Pendant l'hiver 1846-1847, des émeutes éclatent dans trente-cinq localités du seul département de l'Indre. À Paris, une émeute le 30 septembre 1846, puis onze mois de distributions de pain : 450 000 personnes reçoivent 30 millions de bons d'une valeur de 9 millions de francs. Le point de condensation est Buzançais. Les

13 et 14 janvier 1847, lors de l'attaque d'un convoi de blé, un propriétaire tue un émeutier et est mis à mort par la foule ; l'ordre est rétabli les 16 et 17.

« à Buzançais, on exécuta les émeutiers de la faim » *Marx dans les Luittes de classes en France*

Cette révolte est une prémisse, car elle croit encore que le prix du pain juste peut exister, ce jeune prolétariat en devenir ne peut pas encore comprendre qu'il n'y a aucun prix juste, ou alors juste de respecter la valorisation totale du capital.

Au même moment la crise commerciale et de crédit anglaise se propage : effondrement de la spéculation ferroviaire, faillites bancaires, chômage massif, en cette période le réseau ferroviaire français exploité atteint 1 821 kilomètres, dont 974, plus de la moitié, ouverts durant les seules années 1846 et 1847, les investissements en actions s'élèvent à 1,2 milliard de francs, entièrement déboursés dès 1846, des investissements donc sur des profits chimériques qui n'existent pas encore, du capital fictif des titres émis sur des profits futurs, achetés à crédit.

La crise de 1847 n'a donc rien d'une erreur de gestion, ou de financiers mal intentionnés, la crise est annoncée dès l'automne 1845 par la déroute des spéculateurs en actions de chemin de fer, enrayée d'abord en 1846 par une série de mesures, dont la suppression imminente des droits de douane sur les blés, ce qui n'empêchera pas la crise de se déclencher sous le poids de l'impossibilité de l'économie de se reproduire à ce moment là dans ces conditions précises. Voici donc arrivés les banqueroutes des grands commissionnaires coloniaux de Londres, suivies des faillites de banques provinciales et de la fermeture des fabriques dans les districts industriels anglais. La France reçoit donc la crise par ricochet, le marché n'étant pas encore mondial mais l'on voit ici qu'il était déjà en devenir de mondialisation.

En France, la misère rurale, le chômage urbain massif et la faillite des élites financières décrédibilisent totalement le régime de Louis-Philippe et le ministre François Guizot.

Nous avons donc le mildiou ravage la culture de la pomme de terre en Irlande et en Europe du Nord, tandis que de très mauvaises conditions météorologiques détruisent les récoltes de céréales

(blé, seigle) en France et en Grande-Bretagne. Afin d'éviter une famine générale ces deux pays doivent importer en urgence des quantités colossales de grain depuis la Russie et les Etats unis, qui demandent d'être payés en espèces métalliques, une quantité astronomique d'or quitte les coffres de la Banque d'Angleterre et de la Banque de France. Pour stopper la fuite de leurs réserves d'or, les banques centrales augmentent violemment leurs taux d'intérêt et restreignent le crédit. Les liquidités disparaissent presque du jour au lendemain du marché bancaire.

C'est ici que l'on peut comprendre la collision des deux crises, cette crise de liquidité rentre en contradiction avec le marché des chemins de fer en crise de surproduction, ces compagnies accumulent des titres de dettes pour financer ces chemins de fer en spéculant sur une plus-value chimérique future, des chantiers s'endettent donc à court terme. Lorsque les banques ont coupé les robinets du crédit à cause de la fuite de l'or, les investisseurs spéculatifs se sont retrouvés incapables de rembourser leurs emprunts ou de répondre aux appels de fonds. Les actions ferroviaires s'effondrent à Londres et à Paris. Les faillites de maisons de commerce et

d'établissements bancaires spécialisés dans les grains et les chemins de fer se multiplient au printemps et à l'automne 1847.

Les compagnies ferroviaires françaises, privées de financements, stoppent net la construction des lignes. Des dizaines de milliers d'ouvriers du bâtiment et des chemins de fer se retrouvent brusquement au chômage.

On comprend donc le schéma suivant : mauvaise récolte → sortie de métal → contraction du crédit → krach des titres → faillites → chômage de masse. La crise de subsistance se transmute en crise de surproduction par le canal monétaire. C'est cette articulation, et non l'un ou l'autre terme, qui fait la période.

Mais nous devons retenir que ce n'est pas la misère qui fait la révolution car la misère est permanente, c'est la rupture d'un équilibre de reproduction. La contradiction devient visible quand le mouvement de reproduction sociale se désorganise.

La preuve par le réel que les révoltes ne sont pas des moments mécaniques mais dialectiques car ici l'analyse s'inverse contre l'intuition. La crise

alimentaire est terminée quand la révolution éclate. La crise agricole s'achève dès l'été 1847, l'importation de blé russe ayant facilité la soudure. En 1848, la bonne récolte fait s'effondrer le prix du blé à 16,05 francs, soit une chute de 44,6 % par rapport à 1847. Et pourtant c'est bien en février que la révolte se déclenche.

Autrement dit : février 1848 survient quand le pain est redevenu bon marché. La faim ne fait pas la révolution. Ce qui la fait, c'est que la crise a désarticulé la classe dominante elle-même et détruit sa légitimation.

Temps III. Février : la fraternité comme forme du capital

“La République de Février devint la seule forme sous laquelle la bourgeoisie pouvait régner sans partage, c'est-à-dire sous la forme la plus vaste et la plus complète de sa domination de classe.” - Karl Marx, Les luttes de classe en France

Comme le capital est encore jeune dans son développement, il a encore beaucoup de marge pour trouver des terrains de valorisation, mais ça, en 1848,

il était encore impossible de le savoir, la crise financière ruine la bourgeoisie industrielle et commerçante au profit de l'aristocratie financière qui tient la Banque et l'État. La domination réelle travaille déjà à l'intérieur même de la domination formelle. On observe les revendications réformistes électoralistes du Banquet, on peut aussi citer la fameuse phrase de Guizot qui dit tout du capital en développement de réalisation: « Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne », c'est dans la domination pleinement réalisé du capital dans sa forme mondialisée que tout le prolétariat atomisé aura la « liberté » d'être un épargnant, et pourtant le porte-valise du capital en mouvement en la personne de Guizot l'entre voyait déjà en 1847, tout était déjà donc contenu en germe en 1847. Pendant que la bourgeoisie et l'Etat criaient à la corruption le peuple, lui, criait « à bas les voleurs ». Deux cris, deux classes, un même moment.

Dernière conséquence: la chute des prix de 1848 ruine à son tour la paysannerie, qui s'était endettée pendant la disette et qui vend désormais à perte, juste avant qu'on lui impose les 45 centimes. Le prolétariat parisien sera seul dans ce qui suit...

L'historiographie débile analyserait les déterminations de manière empirique et dirait peut être que la révolte a été causée par la crise agraire, de l'autre on lirait que la révolte eut été causé par la spéculation mais la détermination n'est pas « d'abord le blé, ensuite la Bourse », mais une totalité où l'agriculture est déjà une branche de l'accumulation, exactement ce que dit l'Introduction de 1857, dans la société bourgeoise, l'agriculture devient une simple branche de l'industrie, entièrement dominée par le capital, et c'est le capital qui doit être expliqué en premier, non la rente.

22-24 février : trois jours, Louis-Philippe s'enfuit, la République est proclamée. Le prolétariat parisien a fait la révolution ; il n'en recueille rien. Le gouvernement provisoire est composé de républicains bourgeois, avec deux ouvriers en figuration précédemment nommés, Louis Blanc et l'ouvrier Albert. C'est ici qu'il faut être précis, car c'est le mécanisme qui se répétera en 1936 ou en 1956. La République se proclame « fraternelle ». On écrit Liberté, Égalité, Fraternité sur les murs. Marx traite cette fraternité avec le mépris qu'elle mérite : elle est l'abstraction par laquelle l'antagonisme de classe est nié au moment même où il éclate, ce n'est pas une

illusion qui serait sincère au moment où elle est dite, mais elle donne au prolétariat un langage dans lequel il ne peut pas se nommer lui-même.

Le déroulé de ces trois journées est très important à comprendre, car il figure la position du prolétariat de Paris en classe, en contradiction avec la campagne qui elle ne participe pas à la révolution de février 1848, Marx d'ailleurs aura des mots forts envers la paysannerie comme prolétaires en devenir qui s'ignore et s' imagine encore être un propriétaire terrien.

22 Février : Le banquet réformiste prévu dans le 12^e arrondissement est interdit et l'opposition parlementaire, Odilon Barrot en tête, se soumet et annule. Mais la foule sort quand même, pendant un moment le réformiste Barrot se retrouve avec 3 trains de retards face à la révolte qui avance, les chefs légaux sont déjà débordés par ceux qu'ils prétendaient conduire. La troupe policière rétablit l'ordre ce jour-là.

23 février. La plupart des bataillons de la garde nationale fraternisent avec la foule et reprennent à leur compte l'appel à la réforme, on peut y entendre « « Vive la Réforme ! À bas Guizot ! ». Une milice

bourgeoise refuse de tirer sur la manifestation bourgeoise, (la garde nationale étant composée de la petite et moyenne bourgeoisie en conflit avec la bourgeoisie financière du gouvernement de Guizot). Le ralliement de la garde provoque le renvoi de Guizot dans l'après-midi. À ce stade c'est juste un changement de ministère, pas une révolution. Pour la bourgeoisie libérale, le conflit est résolu. La chute de Guizot symbolise la défaite de la haute finance spéculative au profit d'un rééquilibrage parlementaire. En début de soirée, les quartiers bourgeois illuminent leurs fenêtres pour fêter ce succès politique institutionnel.

Cependant, pour la classe prolétarienne rien n'est encore résolu, l'appel de la république n'a aucun écho en leur être asservi. Pendant que les petits bourgeois célèbrent la réforme, le prolétariat parisien, frappés de plein fouet par la crise économique de 1847, investi la rue. Pour lui, le départ de Guizot ne résout ni la misère, ni le chômage, ni la faim.

Vers 22 heures, une foule importante défile sur les boulevards avec des torches et des drapeaux. Elle se dirige vers le ministère des affaires étrangères, situé boulevard des Capucines, où réside encore Guizot.

Un bataillon du 14^e régiment d'infanterie de ligne barre la voie pour protéger le ministère. La tension monte entre la troupe armée, garante de l'ordre de classe, et la masse populaire, c'est à ce moment de tension intense que Charles Courtois, un des manifestants, tente de forcer le passage avec une torche. Un coup de feu isolé retentit, poussés par la panique et la peur de la foule prolétarienne, les soldats du 14^e de ligne ripostent par une décharge générale à bout portant dans une foule compacte et sans défense non armés.

La fusillade fait environ 35 à 52 morts et plus de 50 blessés. Les victimes ? des ouvriers, aucun bourgeois, trop occupés à fêter la victoire capitalo-compatible de la veille. Cette rage, qui était déjà là, va d'autant plus s'extérioriser le soir même car d'après Daniel Stern (alias de Marie d'Agoult), une aristocrate et compagne de Liszt, rapporte que des ouvriers ont décidé d'empiler 5 cadavres dans un tombereau et de dévaler les rues vers minuit avec, en criant: « Aux armes ! On assassine le peuple ! » .

24 Février : 1500 barricades sont montées dans tout Paris avant l'aube, L'armée, démoralisée et dépassée par l'ampleur de l'insurrection populaire, abandonne ses positions. Louis-Philippe abdique et s'enfuit vers

l'Angleterre. En une journée, seulement, quand tout le prolétariat de paris se leva ensemble, le porte valise du capital Louis-Philippe pris la fuite chez son « ennemie » éternel.

Comme le soulignera Marx, les victimes du boulevard des Capucines sont les premiers martyrs d'une révolution qui a commencé en **révolution bourgeoise** (pour renverser la fraction financière et élargir le suffrage) mais qui, baptisée dans le sang des ouvriers, s'est immédiatement transformée en **révolution sociale**.

Le sang du boulevard des Capucines a brisé l'illusion qu'un simple changement de gouvernement (remplacer Guizot par Thiers ou Molé) pouvait apaiser la lutte de classes. Dès le 24 février au matin, le peuple ne demande plus la Réforme. Flaubert, dans « L'Éducation sentimentale », donne une description exacte du déroulé de cette journée du 24 Février il dit qu'on sonne le tocsin dans les églises, on coule du plomb, on roule des cartouches, et tout ce qui est mobilier urbain, arbres des boulevards, bancs, grilles, becs de gaz, est arraché et renversé. Combat et prise du Château d'Eau. Les Tuileries sont envahies, le trône porté place de la Bastille et brûlé.

Le roi tente successivement Thiers, puis Barrot, puis Bugeaud, puis abdique en faveur de son petit-fils le comte de Paris, âgé de neuf ans ; la tentative échoue. La duchesse d'Orléans se présente à la Chambre, qui est envahie par la foule armée. Le Palais-Bourbon est investi, le peuple ne veut pas être dépossédé de sa révolution et le gouvernement provisoire est proclamé.

Qui était dans la rue le 24 Février ? La jeunesse étudiante du quartier latin, puis la garde nationale, c'est-à-dire la petite bourgeoisie boutiquière, qui a basculé le 23, puis la classe ouvrière parisienne, dont l'action renverse effectivement le régime.

Mais les limites de cette révolution sont ici bien visibles, chacune de ces couches croit avoir fait sa révolution, et les trois contenus sont incompatibles, puisque universellement incompris, le prolétariat n'est pas encore universellement conscient d'être universellement asservi.

Les ouvriers ne se sont pas battus pour le vote, comme il est commun de le penser, nous verrons plus tard que quand le suffrage universel arrive, les ouvriers parisiens manifestent pour le retarder. En mars et en avril ils descendent en masse réclamer

l'ajournement des élections, parce qu'ils comprennent parfaitement qu'un suffrage universel dans un pays paysan leur donnera une assemblée réactionnaire. il ne réclamait pas le vote, il le redoutait. Le prolétariat a en lui en germe le feu de la révolution totale qui n'est pas encore possible en 1848. Ce prolétariat-là est encore sujet à être réformiste car il n'a pas encore tout le déployé républicaniste et démocratique qui suivra au XIX puis au XXe siècle qui nous amènera à la domination réelle du capital et de la plus-value relative.

Car il faut bien noter que le langage du « droit au travail » et de l'« organisation du travail » est le langage propre de ce prolétariat. Sous domination formelle, l'ouvrier est encore son métier : il possède son geste, sa qualification, son corps de métier. Son être générique ne lui apparaît donc pas comme ce qui doit abolir le travail, mais comme le travail libéré du patron. Il ne peut pas encore vouloir sa propre disparition comme classe, parce que le capital n'a pas encore détruit en lui ce qui fait de lui un producteur. Louis Blanc n'est pas un intrus : il est l'expression organique de cet état du rapport. C'est ce qui le rend efficace, et c'est ce qui le rend mortel. Marx dit exactement cela dans *Les Luites de classes en*

France : le prolétariat parisien proclame la « république sociale » il réalisera en Juin ce qui était déjà contenu dans Février... L'aliénation n'est pas extérieure au prolétariat de février, elle lui est intérieure. C'est pourquoi juin sera nécessaire : il faudra que la classe soit massacrée par la République qu'elle a faite pour que le contenu se sépare de la phrase.

Temps IV. La commission, les Ateliers nationaux et la question paysanne.

“Les Ateliers nationaux étaient le secret de la politique du gouvernement provisoire... Ils étaient une armée créée contre le prolétariat lui-même”
Karl Marx, Les Luites de classes en France

Deux institutions incarnent cette opération ici l'opposition réformiste. La Commission du Luxembourg, présidée par Louis Blanc, chargée d'étudier la question du travail, un ministère sans budget ni pouvoir, dont la fonction réelle est de détourner les délégués ouvriers dans la discussion pendant que le capital organise le pouvoir réel ailleurs. Et les Ateliers nationaux, ouverts sous le nom du programme de Louis Blanc mais construits

pour en être la caricature : au lieu d'ateliers sociaux de production associée, au lieu de réels conseils ouvrier, on a là un chantier de terrassement inutile où l'on parque 100 000 hommes payés à ne rien produire. Nous étions bien là face à une farce.

Voilà la gauche du capital dans son acte de naissance. Non pas des traîtres, mais la médiation par laquelle le capital absorbe la révolte en la nommant.

Entre février et juin, rien ne « dérape », comme le crétinisme universitaire pourrait le dire. Ce qui se produit est la mise en place logique des conditions du massacre. Ce n'est pas un complot mais c'est une forme sociale qui déploie ses conséquences nécessaires. Détail qui n'est pas un détail. Car la jeune république est en faillite logique, les épargnants individualistes du capital retirent leurs économies des caisses d'épargne et des banques, qui ne peuvent faire face à leurs échéances ni soutenir le crédit au commerce, nombre d'établissements et d'entreprises alors faillite.

La première mesure de la république ?? Sauver la Banque de France bien sûr ! Non pas donner du pain à la foule, le 7 mars pose la création du Comptoir national d'escompte de Paris pour financer le petit

commerce. Quelques jours plus tard la banque imprime en masse des billets de 100 francs pour « sauver le marché du crédit » puis, le cout de grâce, création d'un nouvel impôt dont on reparlera ensuite.

C'est là que l'essence même de la République apparaît. LA république de Février n'a pas mal géré la crise, elle n'a pas eu de mauvaise intention et n'aurait pas pu mieux faire, elle a fait ce qu'un État capitaliste ne peut pas ne pas faire, garantir les conditions générales de l'accumulation, quitte à ruiner sa propre base populaire. Le prolétariat, dans son moment de victoire, contrôle la rue et pas un franc du crédit. Vingt-trois ans plus tard, la Commune commettra la même omission devant la même Banque. Mais tout ceci n'est pas une erreur ou des mauvais choix, c'est le signe que le capital avait encore toutes les portes possibles encore ouvertes pour trouver de nouvelles possibilités de vampirisation et de valorisation. Le 5 mars, le suffrage universel masculin direct est décrété et les élections fixées au 9 avril. Le corps électoral passe de 250 000 à neuf millions d'hommes. Mais parmi ces neuf millions, une large majorité de ruraux, qui

étaient encore peu touchés par les idées républicaines, c'est donc là que les républicains des villes comprirent l'embuscade.

Comme mentionné précédemment, le 17 mars, une manifestation ouvrière oblige le gouvernement à repousser les élections au 23 avril. Puis le 16 avril, une nouvelle manifestation parisienne pour obtenir un délai supplémentaire est brisée par le ministre de l'Intérieur, le républicain Ledru-Rollin, s'appuyant sur la Garde nationale. **Arrêtons-nous là, car c'est la répétition générale de juin. Un ministre républicain de gauche, Ledru-Rollin, celui-là même que les ouvriers avaient imposé en février, mobilise la milice bourgeoise contre les ouvriers, aux cris de « à bas les communistes ». Deux mois avant Cavaignac, la logique est déjà au point et il ne manque que les balles.**

Ce cri mérite un arrêt dans notre exposé, car il prouve qu'en avril 1848 le communisme était déjà nommé comme force sociale nommable. Mais sous quelle forme ce communisme existait ? Celui de Dezamy et de son code de la communauté, celle des métaproudhonnistes: communauté des biens, juste répartition, admiration égalitaire des subsistances. Et celui de Blanqui, une minorité déterminée qui pense

pouvoir s'emparer du pouvoir au nom du peuple. Ce sont les deux formes principales à l'oeuvre avant 1848, mais ce sont les deux seules formes que le communisme est à ce moment là en capacité de prendre là où le prolétariat n'est pas encore une classe constituée mais simplement en devenir de constitution, car son être n'a pas encore été pleinement vampirisé par le capital qui ne domine pas encore réellement le champ social total. Marx démolira ces deux communismes dans la critique du programme de Gotha en 1875, la forme de 1848 ne pouvait donc pas être autre chose, le prolétariat de 1848 ne pouvait pas être le prolétariat de demain.

Après le vote, au 23 Avril 1848, 900 représentants sont alors élus et les ouvriers parisiens sont évidemment minoritaires. Ce suffrage universel n'a pas trahi les revendications révolutionnaires de Février, il les a seulement exprimées, car il a donné une traduction réelle de l'état de développement du rapport social aliénatoire de la France en cette période, chacun dans son coin, pensant protéger son petit chez soi.

La République, en déficit, décrète le 16 mars une surtaxe de 45 centimes par franc sur l'impôt foncier. Elle fait donc payer la révolution parisienne par la

paysannerie. Le résultat est immédiat car la campagne, indifférente en février, devient anti-républicaine, l'assemblée élue au suffrage universel le 23 avril est massivement conservatrice mais en décembre, ce paysan votera Louis-Napoléon à 74 %... L'impôt représente donc une augmentation de 45 % des quatre contributions directes, foncière, mobilière, portes et fenêtres, patente. Il faut se représenter la chose concrètement car un paysan qui payait 1 franc paie 1,45 franc, l'année même où le prix du blé s'effondre de 44,6 %. Il vend moins cher et paie plus. Beaucoup se sont évidemment endettés pendant la disette. Le résultat n'est pas une opinion, le réel n'est pas une opinion la République = impôt.

Le paysan parcellaire n'est pas un survivant de l'ancien monde, il est clairement le **produit** de la révolution bourgeoise. 1789 a fait la parcelle, la parcelle fait l'endettement, l'endettement fait la demande d'un protecteur. Marx tirera dans Le 18 Brumaire la conclusion complète que cette classe, incapable de se représenter elle-même, doit être représentée, et son représentant doit lui apparaître comme un maître qui la protège des autres classes. Bonaparte n'est pas un accident de décembre, il est déjà contenu dans le décret du 16 mars des 45

centimes. Cependant Marx rappellera que la paysannerie n'est pas une classe réactionnaire par essence mais qu'elle a besoin de se prolétarianiser pour devenir pleinement révolutionnaire

Le propre du capital est de diviser le prolétariat pour que jamais celui-ci prenne conscience de son devenir universel, quand un prolo 1 parle de révolution avec un prolo 2, là est ce que le capital veut détruire, Le prolétariat parisien en mars 1848, existe sous trois formes séparées,

“Les paysans parcellaires forment une masse énorme dont les membres vivent dans la même situation, mais sans entrer en rapports variés les uns avec les autres... Dans la mesure où il n'y a pas de liaison locale entre ces paysans parcellaires, et où la communauté de leurs intérêts ne crée pas de communauté, pas de liaison nationale ni d'organisation politique, ils ne forment pas une classe. Ils sont par conséquent incapables de faire valoir leur intérêt de classe en leur propre nom... Leur représentant doit en même temps apparaître comme leur maître”, K. Marx, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte

Afin de mieux comprendre les différentes tensions, récapitulons les trois corps en présence :

Le Luxembourg : délégués élus par corporations, sans budget, éloignés du pouvoir mais produisant des tentatives d'améliorations réformistes des conditions de travail (journée de dix heures, abolition du marchandage) et constituant, de fait, le premier organe de classe permanent en France. Lamartine s'explique sans détour : il s'agit d'obliger Louis Blanc à rester solidaire du gouvernement et de calmer les classes populaires, tout en l'éloignant du centre de décision, il est chargé de diriger une commission où économistes libéraux, théoriciens socialistes et délégués des ouvriers parisiens doivent élaborer un plan d'organisation du travail ; l'ouvrier Albert en est vice-président. Elle siège au palais du Luxembourg, loin du centre du gouvernement, et n'a aucun budget lui permettant d'agir.

Les Ateliers nationaux : dirigés par Émile Thomas. Budget, hiérarchie militaire, soldes graduées de 2 à 5 francs selon le grade, chefs supérieurs nommés par le directeur. L'effectif enfle de quelques milliers en mars à plus de 100 000 en juin. Et le règlement interdit à tout brigadier ou chef d'escouade d'être délégué d'un autre corps, c'est-à-dire du Luxembourg. Plus

proches des ateliers de charité de l'Ancien Régime que des théories nouvelles d'organisation du travail, ils sont surtout considérés par la fraction modérée du gouvernement comme un moyen de contrecarrer auprès des ouvriers l'influence de Louis Blanc et de sa Commission. Ils dépendent du ministère des Travaux publics de Marie, adversaire de Blanc, et disposent, eux, d'un budget

La Garde nationale et la Garde mobile : la Garde nationale, ouverte à tous le 8 mars, passe de 56 751 hommes au 1er février à 190 299 au 18 mars, et 24 000 jeunes chômeurs sont enrôlés dans la Mobile.

Le même homme peut donc selon le jour faire partie de la garde nationale touchant 2 francs par tour de garde puis bosser pour le Luxembourg le lendemain. Trois appartenances, trois soldes, trois hiérarchies, trois drapeaux. Cette division est logique puisque le prolétariat n'est pas encore une classe pleinement réelle, elle reste formelle et n'a pas trouvé sa forme, cette forme c'est la manière dont l'État traite le prolétariat, parce qu'il est lui-même la forme de la séparation. Il ne peut reconnaître les ouvriers ni comme classe ni comme communauté ; il ne peut les saisir que comme individus assistés, encadrés, catégorisés. L'embrigadement est la traduction

administrative de l'atomisation marchande. Certains membres du Luxembourg ont demandé aux autres corps de se réunir pour la lutte, cependant Emile thomas des Ateliers y fera obstacle, le Luxembourg avait raison mais ils échoueront tout de même.

Temps V. La mort du Luxembourg

Le 4 mai, L'Assemblée se réunit, ils élisent une commission exécutive de cinq membres : Arago, Garnier-Pagès, Marie, Lamartine, Ledru-Rollin. Ledru-Rollin est le seul radical à ne pas en être exclu. Louis Blanc et Albert ne sont pas retenus, Les deux hommes que la révolution de février avait imposés au gouvernement sont retirés de manière tout à fait légale par le suffrage universel. Le prolétariat parisien perd donc sa représentation par le vote. Puis en 15 jours tout s'accélère, une manifestation pour la Pologne envahit l'assemblée, Blanqui, Raspail, Barbès et Albert sont arrêtés, la commission du Luxembourg est alors supprimée et les listes d'inscription aux ateliers sont closes. Le 30 mai, l'Assemblée décrète que les ouvriers résidant depuis moins de trois mois à Paris doivent regagner la province, dans le but évident d'éviter que le prolétariat ouvrier grandisse

en nombre. Blanqui est en prison, Barbès est en prison, Albert est en prison, Louis Blanc est hors du pouvoir, le Luxembourg est dissous. Juin sera une insurrection sans aucune hiérarchie ni aucune pré-organisation. La classe n'agira pas par la médiation d'une tête pensante organisatrice, ni par un programme bien ficelé, mais elle agira comme elle est dans toute sa spontanéité.

Le prolétariat de Juin se battra donc seul, encerclé par un pays qui ne le comprend pas et par une garde nationale de province qu'on fait monter en train sur Paris.

Nous arrivons aux journées sanglantes, nous avons vu que l'aristocratie financière est politiquement écartée, intacte, la bourgeoisie industrielle et républicaine est au pouvoir pour la première fois, la petite bourgeoisie est fauché, elle fraternise en février mais elle sera dans la garde nationale en juin..., la paysannerie est imposée à 145%, les ouvriers sont perdus dans les ateliers, payés à ne rien faire, les organes des ateliers et le Luxembourg viennent d'être dissous, les chefs des ateliers sont emprisonnés, une partie de la jeunesse se lance dans la garde mobile, les monarchistes, orléanistes sont minoritaires mais feront le jeu des républicains par

facilité. Le mouvement réel de la valeur d'échange en développement ne pouvait pas supporter une république trop sociale voulue en février, en l'espace de 3 mois tout se qui a été construit le fin Février est alors détruit en Mai, non par trahison, mais parce que le mouvement réel de la reproduction sociale ne peut pas les supporter. Le droit au travail est devenu terrassement encaserné. La fraternité est devenue impôt sur le paysan. La souveraineté du peuple est devenue une assemblée contre Paris. L'organisation du travail est devenue un palais vide. Marx écrira que février fut la belle révolution, celle de la sympathie générale, et juin la révolution laide, repoussante.

Temps VI. Juin : l'événement dit son concept

“L'insurrection de Juin fut la première grande bataille rangée entre les deux classes qui divisent la société moderne. C'était le combat pour la conservation ou le néant de l'ordre bourgeois. Le voile qui couvrait la République se déchirait.” K. Marx, Les Luites de classes en France

21 juin : dissolution des Ateliers nationaux ; les célibataires de 18 à 25 ans sont sommés de s'engager dans l'armée, les autres envoyés en province et certains déportés en Algérie. Réunissant plus de 100 000 ouvriers à Paris, les Ateliers nationaux étaient perçus non pas comme un outil de production, mais comme une « armée du prolétariat », un terreau socialiste et révolutionnaire incontrôlable au cœur de la capitale. Le gouvernement bourgeois considérait le salaire versé (2 francs par jour) comme de l'aumône d'État détournant les fonds publics, financée par le très impopulaire impôt des 45 centimes qui avait mis les paysans provinciaux en colère contre les « ouvriers fainéants de Paris ». L'objectif du décret du 21 juin n'était donc pas d'optimiser le marché du travail, mais d'**atomiser le prolétariat parisien** briser sa concentration géographique, disperser sa force militante et sa conscience de classe en envoyant la jeunesse à l'armée et les adultes dans les marécages de la Sologne. L'économie parisienne était déjà à l'arrêt depuis la crise de 1847, aggravée par l'instabilité révolutionnaire. Les ateliers d'artisanat, la fabrique parisienne (textile, meuble, bronze, luxe) et les manufactures tournaient au ralenti ou avaient mis la clé sous la porte. Les ouvriers inscrits aux Ateliers nationaux étaient déjà des chômeurs. Les

vider de Paris ne retirait pas des bras aux usines, car les usines ne les embauchaient pas. Ce décret du 21 juin n'est pas une simple mesure administrative ratée, c'est un piège et une provocation délibérée de la bourgeoisie. La bourgeoisie pose un ultimatum au prolétariat : mourir de faim à Paris, aller mourir du paludisme en Sologne, ou servir de chair à canon dans l'armée.

La bourgeoisie disperse donc ce qui est pour elle une surconcentration, 100 000 prolétaires qui connaissent leurs voisins et qui discutent de Février c'est précisément ce que l'Etat républicain ne peut pas tolérer. Une délégation prolétaire demanda à être reçue mais le gouvernement refusa, il aurait, suivant les récits, lâchés aux délégués que le prolétariat ira en province de force s'il le fallait. L'agitation commence alors dans un élan spontané.

Du 23 au 26 juin : quatre jours de combat sur les barricades de l'est parisien.

Le 23 juin, les quartiers Est de la capitale se couvrent de barricades ; l'insurrection commence à midi, la première barricade s'élève vers une heure à la Porte Saint-Denis ; dans l'après-midi et la nuit se forme une sorte de forteresse fermée, criblée de barricades, des

rues Saint-Jacques, Saint-Denis, faubourg Saint-Denis et Poissonnière jusqu'au mur d'octroi. Plus de 400 barricades. La géographie est clairement identifiable par la classe sociale car tout l'est et le nord-est, de Saint-Marceau à Saint-Antoine, en passant par le Temple et le Marais, est populaire. L'ouest bourgeois ne bouge pas.

L'insurrection commence à midi le 23 juin, dans la nuit se forme une forteresse fermée. Le 24 juin le gouvernement prend peur et confie les pleins pouvoirs à Cavaignac, ministre de la guerre, l'état de siège est proclamé, il ne sera levé que le 19 octobre prochain... Cavaignac concentre 36 bataillons, à la manière d'un officier colon en Afrique, lui qui a fait sa carrière en Algérie, il va alors encercler méthodiquement les insurgés parisiens, puis reconquérir barricade par barricade à l'artillerie, supériorité numérique, refus de toute négociation, les mêmes procédés auront donc servis contre les arabes et contre les ouvriers insurgés. Le capital ne connaît que les rapports de production et ce qui lui est nécessaire et non nécessaire, il ne connaît pas la couleur de peau.

Le 25 au matin, les barricades sont prises d'assaut, les combats sont sanglants, les derniers affrontements se déroulent le 26, vers midi, la dernière barricade est tombée au faubourg saint antoine. Cavaignac prononce alors à l'assemblée « l'ordre a triomphé de l'anarchie, vive la République. » Les deux moitiés de la phrase disent le même contenu.

Le bilan est lourd. Les insurgés tués au combat sont estimés entre 3 000 et 5 000, auxquels s'ajoutent environ 1 500 fusillés sans jugement ; les forces gouvernementales perdent environ 1 600 hommes ; on compte environ 25 000 arrestations et 11 000 condamnations à la prison ou à la déportation en Algérie. Des commissions mixtes relâchent 6 374 prisonniers et en déportent 4 348 en Algérie « par mesure de sûreté générale ». Cavaignac affirme le 3 juillet que les insurgés étaient au maximum 50 000.

S'ensuivront plusieurs mesures afin de « maintenir le calme et la sûreté générale » avec la dissolution des légions peu sûres de la garde nationale, la fermeture des clubs, l'interdiction de journaux, des décrets restrictifs sur la presse ; le 3 juillet, les ateliers nationaux sont supprimés. Le capital comprend alors que son pire ennemie est l'insurrection humaine,

l'homme qui dit stop, l'homme qui dit qu'il ne veut plus vivre à genoux, l'homme libre, le gouvernement prendra alors plusieurs mesures pour que plus jamais une insurrection de ce genre ne soit possible (ce qui sera évidemment un échec on en reparlera), par exemple la destruction des quartiers centraux parisiens par Haussmann, urbanisme contre insurrection, ville refaite pour éviter les barricades.

Quand nous disons l'homme, nous n'oublions pas la femme, car comme le dit Marx « Le rapport immédiat, naturel, nécessaire de l'homme à l'homme est le rapport de l'homme à la femme. » Cavaignac n'a pas fait de séparation humaniste quand il s'agissait de fusiller les ouvriers parisiens, il a massacré femmes et hommes sans aucun discernement, on rapporte des femmes tuées, déportées, fusillées sommairement.

Temps VII. Ce que l'événement énonce lui-même

L'antagonisme est nu. C'est la première grande bataille entre les deux classes qui divisent la société moderne. Tocqueville est un témoin bourgeois hostile mais il dit exactement la même chose dans ses

Souvenirs que ce n'est pas une émeute politique mais une guerre de classe. Le réalisme contraint l'observateur à dire le vrai contre ses opinions. Elle ne combat donc ni pour un programme, ni derrière un chef, ni au nom d'une doctrine. Elle combat parce qu'on l'atomise. C'est un mouvement sans idéologie, un élan spontané sans direction politique, la classe ne s'est révoltée ni pour le vote, ni pour un programme, ni derrière un chef, ni au nom d'une doctrine. Elle a combattu parce que quelque chose d'ontologique lui a été retiré, sa capacité historique à produire librement, quand la classe entre en scène en juin, toutes les médiations lui ont été retiré quatre semaines plus tôt, ce que la classe défend est donc cette concentration des contradictions qui à un moment produisent un jaillissement spontanée.

« **Du pain ou du plomb** », c'est le cri ouvrier qui a circulé, il dit donc la misère matérielle que vivait le prolétariat mais aussi la misère productrice, car sa liberté productrice lui a été confisqué. Cependant ceci n'était pas seulement un évènement de subsistance, comme dit plus tôt la récolte en 1848 fut bonne comparé à 1847, Les insurgés de Juin ne meurt pas de faim, Ils se battent parce qu'ils ont perdu cette unité communale traditionnelle, on les renvoie de

force à la province, parce que la république qu'ils ont fait les traites maintenant comme un excédent échangeable et déportable, une simple valeur d'échange. La misère est le nom que la bourgeoisie de gauche donne à ce qu'elle ne veut pas nommer : un rapport social. L'exécuteur est la démocratie, ce sont les républicains qui tirent avec leurs marionnettes le lumpenprolétariat, au nom du suffrage universel et de la souveraineté nationale contre des ouvriers qui, eux, ne réclamaient pas le vote. La République, dit Marx, n'était plus que la forme sous laquelle la bourgeoisie régnait sans partage. Le drapeau tricolore contre le drapeau rouge.

Le contenu de l'insurrection reste dans les limites du travail, c'est ici que nous pouvons exprimer les limites de cette révolte, Marx la voit précisément : le droit au travail est un non-sens, un vœu misérable mais derrière lui se tient le pouvoir sur le capital, et derrière le pouvoir sur le capital, l'appropriation des moyens de production. La chose que l'insurrection porte objectivement dépasse ce que sa conscience peut formuler. C'est là que le communisme radical s'oppose au réformisme, l'affirmation du travail comme voie de l'émancipation du travailleur, ce que

la *Critique du programme de Gotha* de Marx démolira trente ans plus tard, et ce qui restera pourtant le contenu de tout le cycle jusqu'en 1968.

Nous avons évoqué plus tôt la garde mobile, constituée entre février et juin par le gouvernement provisoire de jeunes voyous de 15 à 25 ans, le lumpenprolétariat, d'anciens insurgés de février mais aussi des déchets sociaux qui en février se battaient avec les ouvriers et qui pour quelques sous, les ont ensuite fusillé en Juin. Ils étaient environ 24 000, cette expérience montre que la classe n'est pas une communauté donnée, et que la classe peut être trahi par la classe elle-même, mais ce lumpenprolétariat est un rapport au capital logique, car le capital, en 1848, peut encore payer pour qu'une partie tue une autre, la classe en soi n'est rien, elle n'existe que dans le mouvement qui peut l'unifier contre capital, mais quand les conditions matérielles ne sont pas atteintes, cette unification peut échouer. La gauche républicaine de Cavaignac a donc fusillé le prolétariat parisien, Ledru-Rollin, l'homme du suffrage universel est au gouvernement, Marie, ministre des Travaux publics et parrain des Ateliers, refuse la délégation ouvrière. Lamartine lui, qui parlait de fraternité, approuve. La république n'a pas massacré par

hasard, elle n'a pas oublié d'être social, elle a juste montré ce qu'elle est par essence, sous la monarchie, les jacqueries combattaient le trône, sous la république, le prolétariat découvre que son ennemie est la République elle-même.

Hormis Marseille, personne n'a aidé Paris en juin. La défaite était déjà contenue dans le début, la révolution n'avance pas par hasard, elle n'avance pas de victoire en victoire mais de défaite nécessaire en défaite nécessaire, par la destruction des illusions mythologiques politiques. Février a détruit la mythologie monarchiste et Juin a détruit la mythologie Républicaine, la révolution avance en détruisant ses propres mystifications jusqu'à ce qu'elle émerge et que le capital ne puisse plus trouver de nouvelles mystifications possible pour se valoriser. Juin 1848 c'est aussi la naissance du parti de l'Ordre, les Républicains et les conservateurs s'allient, il n'y a plus de grand clivage monarchiste/Républicain, qui structurait la politique française depuis 1830, il ne reste qu'un clivage, celui de la propriété, c'est sous cette forme et non plus sous celle du régime politique que la question sera posée et reposée à chaque reprise du mouvement.

Temps VIII. De Juin à Bonaparte : la découverte de l'État

La suite est le 18 Brumaire. De juin 1848 à décembre 1851, la bourgeoisie liquide méthodiquement ses propres alliés, puis ses propres institutions: elle restreint le suffrage universel en mai 1850, s'attaque à la presse, se divise entre légitimistes et orléanistes, et finit par appeler l'homme fort. Le cri que Marx relève dans la presse bourgeoise dit tout : plutôt une fin terrible qu'une terreur sans fin.

Pour conclure, L'État n'est donc pas l'instrument de la bourgeoisie, c'est la forme politique nécessaire du rapport de valeur, indifférente au personnel qui l'occupe. Et Marx tire la formule décisive : toutes les révolutions n'ont fait que perfectionner la machine d'État au lieu de la briser. Cette phrase attendra 1871 pour recevoir son contenu positif.

Temps IX. La rectification : Marx contre Marx

Il faut finir par là, car c'est la partie de 1848 qui nous concerne le plus directement.

En 1850, Marx et une partie de la Ligue des communistes croient encore à la reprise imminente et poussent à la préparation insurrectionnelle. Puis Marx étudie les chiffres du commerce anglais et conclut, à l'automne 1850, contre son propre camp et contre lui-même que la prospérité est revenue, et « une nouvelle révolution n'est possible qu'à la suite d'une nouvelle crise ». Il se sépare de la fraction Willich-Schapper, celle qui veut faire de la volonté révolutionnaire le moteur de l'histoire.

Engels ira plus loin en 1895 dans ses notes sur le livre III du *Capital*, le développement économique du continent était alors loin d'être mûr, le mode de production capitaliste avait encore devant lui une immense capacité d'expansion.

Dans *Le Capital*, Marx déploie la dynamique vampirique du capital, c'est donc dans le capital que nous pouvons comprendre 1848 et nulle part ailleurs. Sous domination réelle, le geste a été vidé, le métier dissous, le travail rendu indifférent et interchangeable. Le droit au travail ne dit donc plus la même chose ici, en 1848 elle est l'expression d'une classe qui possède encore quelque chose et veut le libérer, aujourd'hui, elle est la demande d'une classe qui n'a plus rien à affirmer d'elle même et qui

demande à être exploité car le salariat, l'argent, sont ses synonymes de liberté, nous sommes donc proche de ce point nodal, c'est en cela que 1848 nous parle encore, pas parce que tout était déjà là en 1848 de manière mécanique mais parce que ce qui y était vrai est devenu faux, et que cela nous avertit du retournement maintenant possible.

Ce texte ne s'arrête pas en 1848. Il s'y arrête aussi longtemps qu'il faut pour montrer ce que juin a réglé, il tient donc au lecteur de comprendre ce que ce texte pourrait, devrait faire jaillir en lui.

“Le droit au travail est, dans le sens bourgeois, un contre-sens, un vœu impuissant et pitoyable ; mais derrière le droit au travail, il y a le pouvoir sur le capital, derrière le pouvoir sur le capital, l'appropriation des moyens de production, leur subordination à la classe ouvrière associée, c'est-à-dire la suppression du salariat, du capital et de leurs rapports réciproques.”, K. Marx, Les Luttes de classes en France

« Les révolutions prolétariennes [...] se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à

nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives... », Karl Marx, Le 18 Brumaire

« La révolution prolétarienne est entièrement suspendue à cette nécessité que, pour la première fois, c'est la théorie en tant qu'intelligence de la pratique humaine qui doit être reconnue et vécue par les masses. Elle exige que les ouvriers deviennent dialecticiens et inscrivent leur pensée dans la pratique. », Guy Debord, la société du spectacle

SOURCES

- Marx, *Les Luittes de classes en France* (1848-1850), 1850, source centrale pour février, juin, le droit au travail, Buzançais, la monarchie de Juillet comme société par actions.
- Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852, question paysanne, machine d'État, parti de l'Ordre.
- Marx et Engels, *Revue de la Neue Rheinische Zeitung*, mai-octobre 1850, retournement de Marx sur l'imminence de la crise.
- Engels, préface de 1895 aux *Luittes de classes en France*.
- Marx, *Critique du programme de Gotha* (1875), Introduction de 1857, Manuscrits de 1844, *Le Capital* livre III ch. XIV, pour la méthode et les catégories.

- Tocqueville, *Souvenirs* (posthume, 1893), juin comme guerre de classe.
- Flaubert, *L'Éducation sentimentale* (1869), IIIe partie, barricades de février.
- Louis Blanc, *Organisation du travail* (1839, 5e éd. 1848).
- Émile Thomas, *Histoire des Ateliers nationaux* (1848), témoignage du directeur, source directe et intéressée.
- (tout est disponible sur marxists.org)
- Wikipédia : Journées de Juin ; Juin 1848 ; Révolution française de 1848 ; Gouvernement provisoire de 1848 ; Assemblée nationale constituante (Deuxième République) ; Impôt des 45 centimes ; Ateliers nationaux ; Commission du Luxembourg ; Crise de 1847.
- Encyclopædia Universalis, notice « Journées de juin 1848 » cris des insurgés
- Larousse, notices « Journées de juin 1848 » et « Révolution française de 1848 ».
- Jean Jaurès (dir.), *Histoire socialiste, La République de 1848*, sur Wikisource, décret des 45 centimes.
- Persée : articles de la Revue de 1848 / Revue d'histoire du XIXe siècle, dont « Les hommes de 1848 et l'impôt ».
- Thèse d'É. Darrieux, Université Lyon 2 (chronologie 1848 en Ardèche).
- Base inculpes-juin-1848.fr (CNRS / Archives nationales), répression judiciaire. elle donne les dossiers d'inculpés eux-mêmes.